

POUR UN PLAN B EN EUROPE

ALLOCUTION DE
YANIS VAROUFAKIS

EN PRÉSENCE DE
Oskar Lafontaine, Stefano Fassina
et Jean-Luc Mélenchon

PARTI DE GAUCHE
LA COURNEUVE
12 SEPTEMBRE 2015

EN BONUS
**LA FRANCE ET L'ARCHITECTURE DÉFAILLANTE
DE LA ZONE EURO**
Préface de Yanis Varoufakis
à l'édition française du *Minotaure planétaire*

Pour un Plan B en Europe

Allocution de Yanis Varoufakis

en présence de Stefano Fassina (député, ancien vice-ministre de l'Economie et des Finances en Italie), Oskar Lafontaine (ancien ministre des Finances en Allemagne, co-fondateur de Die Linke Allemagne), Yanis Varoufakis (député, ancien ministre des Finances en Grèce) et Jean-Luc Mélenchon.

Parti de Gauche, La Courneuve, le 12 septembre 2015

© 2015, Editions du Cercle (Enquêtes & Perspectives)

ISBN : 9791094546048

Allocution de Yanis Varoufakis

La Courneuve, 12 septembre 2015

L'émotion que je ressens devant vous est aussi forte que celle ressentie le 3 juillet dernier au soir. Cette soirée où 400.000 Grecs – et non-Grecs – se rassemblaient sur la place Syntagma. Nous avons tous perçu, alors, qu'après en avoir parlé pendant tant d'années, un monde meilleur était véritablement chose possible.

Alors, mes amis, mes camarades, vous, citoyens français, européens, Jean-Luc, Oskar, Stefano, je suis venu ici, fort de cet esprit de cette soirée du 3 juillet pour l'unir à votre détermination, et pour vous transmettre un message, un message de solidarité de la part d'une petite nation européenne fière de son honneur. Une petite et fière nation européenne qui, au printemps dernier, s'est élevée contre l'autoritarisme irrationnel de l'Eurogroupe, contre la coalition de l'incompétence qui condamne l'ensemble de l'Europe à des années trente post-modernes.

Avec notre printemps d'Athènes – et lorsque je dis notre printemps, je ne parle pas simplement des Grecs, je veux dire notre printemps à tous – il s'agissait d'empêcher qu'une monnaie commune ne soit utilisée pour diviser l'Europe. Il s'agissait, avec notre printemps d'Athènes, de refuser que l'espoir ne se meurt et d'allumer une petite flamme qui

brilleraient de tous ses feux et illuminerait les cieux de l'Europe. La raison, ainsi que l'ont dit Stefano et Oskar, la raison pour laquelle le printemps d'Athènes a été écrasé par l'Eurogroupe fut qu'il fallait démontrer par un exemple et faire comprendre à Rome, à Paris, à Madrid, ce qui leur arriverait s'ils osaient dire non à la déraison.

Le printemps d'Athènes a débuté à Athènes, mais aucune rébellion humaniste contre l'autocratie ne peut réussir tant que son écho ne se sera fait entendre dans les rues de Paris. Tant que ce retentissement dans les rues de Paris n'aura été amplifié et se sera propagé jusqu'en Allemagne, à Italie, à l'Espagne, à la Finlande, à la Lituanie.

Nous voulons les Etats-Unis d'Europe. Mais il y a une très grande différence avec les Etats-Unis d'Amérique. L'Amérique fut le produit d'un conflit social entre classes sociales qui a trouvé dans la démocratie, dans la république, une façon de stabiliser sa société. (L'Amérique, la démocratie en Amérique fut le moyen trouvé pour contenir les différentes classes en état d'équilibre.)

L'Union Européenne a été construite comme un cartel, et son gouvernement à Bruxelles devait être un espace non soumis aux caprices des politiques nationales. Mais un tel espace retranché, c'est une vue de l'esprit, ça n'existe pas. Le résultat en est un espace où la démocratie est absente. Le centre névralgique du cartel européen avait un besoin vital de la stabilité des taux de change. De 1971 à 2000, ils ont essayé de les stabiliser et y ont échoué. L'union monétaire ne fonctionnait pas. Ils l'ont donc remplacée par la monnaie commune sans remédier à un seul défaut de l'union monétaire.

C'est une grave erreur que d'en accuser l'Allemagne. Les élites françaises, la classe dirigeante et l'oligarchie de mon pays, le système italien infesté par la mafia, les franquistes espagnols ainsi que des éléments chez les sociaux-démocrates, tous en sont responsables. La classe dirigeante française voulait se servir du deutschemark pour étouffer les revendications des travailleurs français. Ils eurent le toupet de penser qu'ils pouvaient s'emparer de la Bundesbank.

En 1993, Le Figaro a publié un article à la Une déclarant que Maastricht était un nouveau traité de Versailles. C'était là une très grande insulte portée contre le peuple allemand qui en avait souffert. Une grave insulte portée à l'Europe qui a souffert du Traité de Versailles. Les intérêts communs de la classe dirigeante française et de l'axe Francfort/Berlin, voilà ce qui a donné naissance à un euro qui n'était pas viable.

En 1929, il y a eu un krach à Wall Street qui a conduit à la fragmentation de la monnaie commune de l'époque, [le système de] l'étalon or. Et que s'est-il passé à la suite de cela ? Vous savez bien ce qui s'est passé. En 2008, Wall Street s'est de nouveau effondré, et la monnaie commune de l'Europe, qui avait été construite sur le modèle de l'étalon-or, a commencé à se fragmenter. En 1930, la Gauche n'a pas su répondre à la crise. Y parviendrons-nous aujourd'hui ?

Nous avons créé une zone euro très similaire [au système de] l'étalon-or mais privée de l'une de ses caractéristiques importantes. Dans l'étalon-or, les pays se trouvaient contraints de choisir entre crise permanente ou sortie du système. En 1931, la Grande-Bretagne a choisi d'en sortir. En 1933, les Etats-Unis

ont choisi d'en sortir. Qui y est resté? La France. Sous les socialistes, jusqu'en 1936, ruinant ainsi l'économie française.

Peut-être pensez-vous que ce que je propose est que nous devrions sortir maintenant de l'euro, qui est notre étalon-or. Mais ce n'est pas ce que je préconise. La différence [aujourd'hui] est que nous ne disposons pas d'une monnaie pour nous découpler de l'euro. Nous n'avons que l'euro. Nous ne devrions pas l'avoir en sa forme actuelle. Mais ne vous y trompez pas ! La poursuite du morcellement de la zone euro libèrera des forces catastrophiques. Cependant, cela ne signifie pas que nous devrions craindre la sortie de l'euro. Cela n'est pas ce que je recommande mais il ne faut pas en avoir peur.

Vous savez que nous discutons d'un Plan B. Eh bien, j'en avais un ! J'étais obligé d'en avoir un. La Banque centrale européenne en avait un. La Banque de France en avait un... pour le Grexit. Le FMI en avait un. Toutes Les banques en avaient un. Wolfgang Schaüble [le ministre allemand des finances] en avait un.

Je ne mentionnais pas ce Plan B (en fait, je l'appelais Plan X mais c'est un autre sujet). Tandis que je n'en parlais pas, j'ai été accusé par la presse dominante en Grèce – en fait, partout – de ne pas avoir de Plan B. Avec raison, ils ont déclaré : « comment pouvez-vous négocier sans avoir de Plan B ? » Puis, lorsque j'ai dit que j'en avais un, je fus accusé de haute trahison. Voici le niveau de bassesse du débat en Europe. Qu'avons-nous fait à ce brillant continent ?

Bon, j'ai dit que j'avais un Plan B, seulement parce que Wolfgang Schaüble me disait qu'il travaillait à pousser la Grèce

hors de l'euro. Un ministre de la défense se doit d'avoir des plans d'urgence en cas d'invasion. Cela ne signifie pas qu'il souhaite une invasion.

Il est vrai que ce Plan B n'était pas opérationnel. En fait, j'avais une équipe de 6 ou 7 experts avec lesquels j'avais travaillé à son élaboration au cas où nous aurions été forcé de quitter l'euro. Mais il n'aurait jamais pu être opérationnel car pour l'être il aurait fallu que 1000 personnes s'y attèlent. Mais réfléchissez-y un instant ! Si mille personnes en ont connaissance, il y aura forcément des fuites, et immanquablement le Grexit en sera la conséquence immédiate.

Réalisez-vous bien ce que nous avons enfanté ?

Nous [Européens] avons créé une zone euro qui menace mon pays, qui menace le vôtre, et d'autres, d'en être expulsés, mais qui a [également] créé les conditions rendant impossible toute discussion rationnelle à ce propos. (Nous avons créé une zone euro qui rend impossible la discussion d'un Grexit qu'elle brandit comme menace.) Voilà pourquoi il est important d'internationaliser le débat sur les méthodes visant à nous défendre contre M. Schäuble. Et pas seulement contre Wolfgang Schäuble !

Le 30 janvier dernier – cela faisait trois jours que j'étais au Gouvernement – j'ai reçu la visite d'un certain M. Jeroen Dijsselbloem [le président de l'Eurogroupe et ministre néerlandais des finances]. Il m'a fait penser à Henry Ford. Henry Ford avait pour habitude de dire : « Vous pouvez choisir n'importe quelle couleur pour la Ford T, du moment que c'est noir. »

« Vous vous conformez au mémorandum ou nous fermerons vos banques. »

A ce stade, ce dont nous aurions eu besoin est d'une Europe faite de gens comme vous, Oskar et Stefano et Jean-Luc, ainsi que de tous les Européens qui pensent que nous devrions avoir un débat démocratique sur les moyens à mettre en œuvre pour endiguer une crise humanitaire, une Grande Dépression.

Pourquoi avons-nous besoin d'une conférence?

Parce qu'il y a de nombreuses questions en suspens et des différences d'opinion entre nous. Certains de mes camarades pensent que l'euro doit être abandonné dès maintenant et simultanément dans de nombreux pays. Je ne partage pas cette opinion. Mon Plan B, Oskar, ne consistait pas à revenir à la drachme. Mon Plan B visait à créer un moyen de paiement parallèle libellé en euros, en utilisant la technologie, en nous servant du dispositif fiscal, afin de pourvoir à nos besoins dans le but de permettre à la Grèce de continuer de respirer, si nécessaire, malgré la fermeture des banques, jusqu'à ce que la pression s'accumule sur Mme Merkel. (Mon Plan B consistait donc à créer un moyen de paiement libellé en euros, qui aurait été électronique, qui se serait échangé à travers le site internet de l'autorité fiscale, ceci afin de gagner deux semaines malgré la fermeture des banques, afin de nous donner le temps de négocier.)

Leur montrer qu'ils ne nous font pas peur. Parce que l'unique chose dont ils avaient peur, c'était d'un défaut de paiement à l'intérieur de la zone euro.

Si ma recommandation selon laquelle nous devons faire défaut sur notre dette vis-à-vis de la BCE avait été acceptée, nous aurions obtenu un accord. Ou du moins, nous aurions eu une bonne chance d'obtenir un bon accord. Nous disions à notre peuple que la seule chose dont nous devons avoir peur était de la peur elle-même. Mais au soir du référendum, notre gouvernement a eu peur tout court. Et j'ai donc démissionné.

En résumé, pour conclure, notre conférence devrait débattre des formes parallèles de moyens de paiement que la banque centrale ne contrôle pas. Nous devrions avoir une discussion franche et directe pour décider si nous voulons ou non sortir [de l'euro] ou si, ainsi que je le recommande, nous devrions leur dire : « Nous restons où nous sommes et n'en bougerons pas, c'est vous qui partez ! »

Nous devons éviter de succomber à l'illusion de croire qu'il y a des réponses simples. Réparer la zone euro sera difficile, peut-être même impossible. Mais nous avons le devoir d'essayer. Nous devons nous servir de la technologie. Nous devons éviter de succomber au fantasme d'une monnaie apolitique [une monnaie déconnectée des aléas politiques], ce qui est le fantasme de la BCE. Mais Francfort et Bruxelles ne sont pas les seuls à entretenir cette chimère d'une telle monnaie. Ceux qui croient en Bitcoin partagent cette même chimère. Nous devons donc prendre le meilleur de ce que la technologie peut nous offrir, réfléchir à des formes parallèles de moyens de paiement, et user du processus démocratique en vue de créer une monnaie souveraine pour un peuple européen souverain.

Je vous remercie.

La France et l'architecture défaillante de la zone euro

(Préface à l'édition française du Minotaure planétaire,
Editions du Cercle, 2014)

Tout comme elle le fut des siècles durant, la France demeure, encore et toujours, aux avant-postes de l'Europe – la scène où s'affrontent les plus grandes idées, les plus vifs espoirs mais aussi les pires cauchemars que l'Europe ait jamais produits.

Cette ligne de front, hélas, se met à ressembler de jour en jour davantage à la Ligne Maginot qu'aux tranchées héroïques de Verdun ! Les assauts de la crise qui nous submerge font tomber les lignes de défense les unes après les autres, et pourtant les élites aux commandes semblent ne rien comprendre du tout de la nature de cet « ennemi » et de sa façon d'agir. Pire, ils étalent sans complexes leur incompréhension.

Le résultat de tout ceci en est la futile dispute à laquelle Paris se livre avec Bruxelles et Berlin pour une fraction de pour cent du déficit budgétaire du gouvernement français. Alors que pointe l'abominable perspective d'un Vichy postmoderne, les responsables politiques français se battent pour des vétilles parfaitement étrangères aux causes réelles de la destruction de tout ce qui a fait de la France, et de l'Europe, le berceau des Lumières, et qui ne peuvent avoir aucun effet pour l'arrêter. À chaque fois que le Premier ministre français ou son ministre des Finances exige de la Commission européenne qu'elle se comporte envers la France « avec le respect qui lui est dû », respect et démocratie s'en trouvent dévalués d'un cran. Et pas seulement en France !

Ce livre explore non seulement les causes profondes, communes, au calvaire actuel qui s'est abattu sur la France et à l'interminable crise qui secoue la zone euro, mais aussi :

- à l'incapacité des États-Unis de retrouver leur assurance après le désastre de 2008 ;
- à la montée de la pauvreté en Allemagne où germe un nouvel état d'esprit réfractaire ;
- aux décennies perdues du Japon ;
- à la Grande Répression qui sévit en Grèce ;
- aux craintes qu'a la Chine de devoir faire face à un « atterrissage brutal » de son économie ;
- à la dégradation des promesses d'avenir qui s'offraient à Amérique Latine.

Dit simplement, ce livre traite des crises systémiques, sociales, politiques et économiques qui ont ébranlé notre monde depuis 2008, crises que nos dirigeants abordent systématiquement comme autant de problèmes disparates.

Pourquoi l'Europe se trouve-t-elle engagée sur le chemin de l'autodestruction ?

Comme l'indiquent les sondages d'Eurobaromètre de ces deux dernières années, les Européens sont visiblement remontés contre nos institutions communes, déclarant en termes on ne peut plus clairs avoir perdu confiance en elles. Qui peut leur en vouloir ?

Avant même que ne débute la crise de l'euro, le comportement de nos dirigeants envers les électeurs se montrait déjà teinté de mépris. Lorsque, par exemple, les Français rejetèrent le Traité constitutionnel européen lors du référendum de 2005, Bruxelles et Paris, sans sourciller, firent passer au forceps une version à peine édulcorée de cette loi. Lorsque les Irlandais rejetèrent les

propositions de l'UE lors d'un referendum similaire, on leur fit comprendre qu'ils auraient à voter encore et encore jusqu'à ce qu'ils délivrent la « bonne » réponse. Aujourd'hui, Bruxelles tente d'imposer, contre la volonté d'une majorité écrasante de la population européenne, un accord de libre échange avec les États-Unis (le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement – ou TTIP) qui n'a rien à voir avec les échanges commerciaux et tout à voir avec l'intention d'imposer aux Européens la volonté des multinationales au détriment de leurs préoccupations en matière d'environnement, de normes industrielles, de protection des travailleurs et de propriété intellectuelle.

Ainsi qu'en attestent les exemples que je viens de citer, l'Union européenne a, de longue date, pris l'habitude de considérer la démocratie comme un luxe et un désagrément. Il a cependant fallu la crise de l'euro pour envoyer la carence démocratique de l'Europe dans la stratosphère. Depuis 2010, les institutions européennes asphyxient fiscalement, l'une après l'autre, les fières nations européennes, et les montent les unes contre les autres, habilitant ainsi, de la France à la Grèce et du Danemark à la Hongrie, les pires, les plus haineux des mouvements politiques.

Pourquoi les institutions européennes avérées (la Commission européenne, le Conseil de l'Europe, la Banque centrale européenne) ont-elles créé les conditions de leur propre délégitimation ? La réponse en est que nos institutions, en particulier celles de la zone euro, n'ont jamais été conçues pour encaisser les ondes de choc d'un séisme mondial aussi monumental que celui de 2008. Et elles n'étaient pas conçues pour le faire parce que nos dirigeants, et nos soi-disant élites, ont commis l'erreur de croire que ce que l'on a appelé la Grande Modération des années 1980 et 1990 était éternelle. Ils ont pris, comme les Bourbons l'avaient fait avant eux, ce qui n'était qu'un équilibre temporaire pour une condition permanente. Et, ils ont bâti la zone euro sur des fondations mal assurées.

Ce livre raconte la discrète histoire de cet « équilibre temporaire » que les élites françaises ont, de façon catastrophique, tenu pour acquis depuis le milieu des années 1980, à l'époque où Jacques Delors, sous la houlette de François Mitterrand et en collaboration avec le Chancelier Helmut Kohl, a entrepris le processus d'union monétaire. Les pages qui suivent

- rapportent comment, sous des atours de « grande modération », qui était le cadre au sein duquel l'euro a pris naissance, se cachaient la colossale démesure et le fol déséquilibre des flux de capitaux et de marchandises ;
- décrivent, dans un langage emprunté à la tradition de la mythologie grecque, les circonstances qui ont amené l'Europe à s'affranchir de cruciaux amortisseurs, garantissant du même coup que le choc, lorsqu'il viendrait à survenir, serait phénoménal ;
- exposent l'ineptie des actions engagées par l'Europe en réponse aux signes avant-coureurs de l'inéluctable crise, à commencer par les prétendus plans de sauvetage de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande et de l'Espagne, lesquels ont maintenant rendu possible les conditions permettant la contagion à l'Italie et à la France du mal qu'ils étaient censés... prévenir.

Le Minotaure planétaire

La thèse centrale de ce livre est la suivante : le Krach de 2008, qui mène à la déconstruction de la zone euro ainsi qu'à l'actuelle infortune française, fut monumental parce que les prétendus calme et modération des trois décennies précédentes étaient une façade derrière laquelle se déchaînaient comme des furies des échanges

de capitaux et de marchandises de plus en plus déséquilibrés. Dès lors, quand ce déséquilibre sous-jacent ne fut plus circonscrit, suite à l'effondrement de Wall Street, le choc fut immense et sa plus grande victime fut la zone euro, qui (contrairement aux USA, à la Grande-Bretagne ou au Japon) était un édifice construit sur la supposition que de tels chocs ne se produiraient jamais.

Pour utiliser une terminologie issue de la mythologie grecque, ce livre soutient que la cause de la crise planétaire, qui a suivi 2008, et de ses nombreuses manifestations à travers le monde, fut la blessure à mort d'un monstre tout-puissant, bien qu'allégorique, que j'ai baptisé le Minotaure planétaire. Cette créature métaphorique est née au milieu des années 1970. Très vite, elle a créé une apparence de calme global qui a permis aux élites françaises (et à celles du reste de l'Europe) d'imaginer que s'embarquer, en tant que première étape d'une future union politique, dans une union monétaire avec l'Allemagne (et d'autres nations excédentaires) était sans danger.

Tel un splendide bateau à aubes mis à l'eau sur une mer de tranquillité financière, la zone euro a commencé son voyage majestueux en éblouissant tout le monde de sa splendeur. Mais lorsque notre Minotaure, victime de ses propres hommes de main à Wall Street et sur les marchés financiers européens, fut mortellement blessé en 2008, les eaux se sont faites soudainement rugissantes et notre bateau à aube a commencé à gîter. Au lieu d'en reconnaître les erreurs de conception, ses officiers et son équipage, parmi lesquels de nombreux Français, se sont lancés dans des discussions au vitriol sur la façon dont il convenait de remettre en place les transats sur le pont. Tant que règne ce déni, il est peu probable que les choses ne se remettent d'aplomb. En attendant, les seuls gagnants seront les racistes, les misanthropes et les fonds vautours de tous poils qui savent quand vendre « à découvert » les actifs financiers en difficulté.

De la métaphore mythologique à la crise contemporaine

Le Minotaure planétaire est une métaphore que j'ai forgée autour des deux déficits (commercial et budgétaire) des États-Unis d'Amérique, qui, de la fin des années 1970 à 2008, ont joué un rôle primordial pour stabiliser l'économie mondiale. Ces déficits jumeaux, dont l'émergence a terrassé le système de Bretton Woods créé après la Seconde guerre mondiale (qui opérait comme un système monétaire universel, de la fin des années 1940 jusqu'à 1971), agissaient tels une gigantesque pompe, en aspirant vers les USA le solde net des exportations de l'Europe, du Japon et, plus tard, de la Chine.

Comment ces déficits étaient-ils alors comblés ? Grâce à cette même pompe aspirante qui faisait affluer vers Wall Street l'excédent mondial – c'est-à-dire le surplus – de capital, accomplissant ainsi (ce que j'appelle dans ce livre) le recyclage mondial des excédents : l'argent excédentaire en provenance du reste du globe se précipitait vers Wall Street et permettait ainsi l'achat de l'excédent de production du monde entier que l'économie américaine consommait avec enthousiasme. En ce sens, ce livre aurait pu s'appeler «L'aspirateur planétaire ». Le lecteur pardonnera ma décision d'opter pour une métaphore empruntée à la mythologie, plus en accord avec mes antécédents culturels crétois.

Si j'ai écrit *Le Minotaure planétaire*, c'est pour une bonne et simple raison : proposer aux lecteurs une explication impartiale de ce qui s'est produit en 2008 et depuis, dire pourquoi les « certitudes » que nos « élites » ont été amenées à embrasser en ne se posant aucune question se sont envolées en fumée face à l'implacable constance de la réalité. *Le Minotaure planétaire* ne se porte pas en juge moralisateur. Il ne rejette même pas la responsabilité de ce qu'il s'est passé sur les banquiers. En fait, il n'accuse personne en particulier mais cherche à expliquer les

« évènements » – y compris l’envolée de l’intolérable avidité des financiers – dans leurs différents contextes, à savoir :

- l’histoire du capitalisme mondial depuis son « commencement », aux XVII^e et XVIII^e siècles ;
- les raisons de la simultanéité de la montée en puissance des multinationales et du début de la financiarisation, dans la première partie du XX^e siècle ;
- la Grande Dépression, qui a sévit après 1929 ;
- la mise en œuvre, par les États-Unis d’Amérique, d’un Plan mondial qui fut l’Âge d’Or du capitalisme (des années 1940 à 1971) ;
- l’étrange deuxième phase de l’après-guerre (1971-2008), à la fois formidable et néfaste, que ce livre intitule la *phase du Minotaure planétaire* ;
- les origines du Krach de 2008, précisément au cours de cette deuxième phase de l’après-guerre ;
- les raisons de la pérennité après 2008 de cette longue crise qui a inoculé à l’Europe le virus de la désunion, de la désintégration et de la discorde.

Delors, Mitterrand, Kohl et leurs successeurs

En 1993, alors que ses efforts pour poser les fondations de la zone euro commençaient à porter leurs fruits, Jacques Delors eut un pressentiment : il fallait à l’union monétaire européenne un peu plus que les règles de Maastricht et une banque centrale calquée sur le modèle de la Bundesbank. Jacques Delors était correctement arrivé à la conclusion qu’une émission obligataire commune à la zone euro devait être créée pour qu’il soit possible de prévenir les chocs et être en mesure de se remettre d’aplomb après qu’ils ont frappé. À cette fin, dans un Livre Blanc présenté en décembre 1993,

il recommandait que ces euro-obligations de fait soient intégrées en tant que rouage essentiel du mécanisme de la zone euro et, en outre, qu'un Fonds d'investissement européen soit lui-aussi institué.

Pour donner à sa recommandation élan politique et poids au niveau macroéconomique, Jacques Delors essaya de convaincre le Président Mitterrand que ces euro-obligations joueraient pour la zone euro un rôle similaire à celui que les Union Bonds avaient joué pour le New Deal de Franklin Roosevelt, où ils permirent le financement d'un vaste programme de redressement tiré par l'investissement, qui autorisa le déficit budgétaire fédéral des USA à se maintenir à un faible niveau, de 1933 jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale.

Mitterrand écouta avec la plus grande attention, mais répondit : « Jacques, vous avez raison. L'union monétaire européenne a besoin de ces instruments. Mais, nous ne les créons pas. Helmut (Kohl) et moi-même n'avons pas la puissance politique suffisante pour cela. Nous avons le pouvoir de lier entre eux les pays sur le plan monétaire, de forger une monnaie commune. Mais nous n'avons pas le pouvoir d'établir une dette commune. Laissez-moi cependant vous dire ceci : lorsque, dans 10 ou 15 ans, une grande crise financière viendra à frapper l'Europe, nos successeurs devront faire le choix suivant : soit mettre en œuvre votre idée, soit laisser l'union monétaire européenne s'effondrer ».¹

François Mitterrand avait vu juste sur deux points : une crise mondiale majeure est bien survenue 15 ans plus tard, en 2008, et les dirigeants européens se trouvent bien devant un dilemme entre consolidation (d'un type similaire à l'union obligataire proposée par Jacques Delors) et éclatement. Là où François Mitterrand et

¹ Ces paroles ne sont pas verbatim. Mais je tiens de source sûre, de la part d'un collègue qui était présent lors de cette conversation, que telle était la substance de ce que Mitterrand a déclaré.

Helmut Kohl se sont trompés est dans leur conviction (tacite) que leurs successeurs allaient choisir la consolidation. À ce jour, ceux-ci se précipitent, tels des somnambules, droit vers l'éclatement...

Ce livre fait la lumière non seulement sur les causes de cette crise que le Président Mitterrand avait anticipée de manière prophétique mais, aussi, sur les raisons pour lesquelles ses successeurs se comportent comme des lapins tétanisés par l'irréversible avancée des phares d'un camion dans la nuit.

Sur un plan personnel

La publication en France du *Minotaure planétaire* compte plus pour moi que ne pourrait penser le lecteur. J'ai grandi avec les histoires que me racontait mon père de son éducation francophone aux bons soins de sa mère, elle-même pur produit de l'enseignement français et déterminée à l'élever en suivant un régime fait de Voltaire, de Rousseau et de Mirabeau. Enfant, grandissant sous la dictature grecque des années 1960 soutenue par les États-Unis, la France était pour moi synonyme non seulement de sa Trinité des Lumières mais également d'une opposition de principe, gaulliste, à la polarisation de la guerre froide. Voilà pourquoi, en dépit de mon antipathie envers la technocratie de Bruxelles et envers le concept terriblement antidémocratique de Jean Monnet d'une « Europe des États », j'ai toujours ressenti au fond de moi que tant que la France se maintiendrait au cœur de l'Union européenne, l'Europe aurait une chance de devenir un lieu où prospérité et démocratie seraient offerts en partage à tous les Européens. La crise de la zone euro, hélas, a eu raison de ce rêve ! S'attaquant d'abord à mon pays natal, la Grèce, ce processus destructeur s'est répandu comme un feu de broussailles, propageant ses effroyables effets jusqu'à la France. Ce malaise empoisonne l'Europe, et la France semble incapable de s'y opposer. Si ce livre, le *Minotaure planétaire*, peut apporter à mes lecteur français ne serait-ce qu'un

début d'explication de ce qu'en sont les raisons, j'en serais amplement satisfait.

Yanis Varoufakis

Austin, le 11 novembre 2014